04/07/2016

Echec d'un quinquennat

Il y a quelques semaines *Le Monde* avait publié une excellente enquête signée Thomas Wieder et intitulée ***Fin de Règne – Le Chef désarmé***, enquête faite auprès d'une dizaine d'anciens ministres des gouvernements de François Hollande et qui dressaient « *un bilan sans pitié* » de son quinquennat (*Le Monde* du 21/05/2016). Un certain nombre d'entre eux étaient en opposition avec sa ligne politique sociale-démocrate et on n'est guère étonné de les voir étaler leurs critiques et leurs rancoeurs. Mais il n'empêche. Elles sont de toute façon révélatrices. Mais les plus intéressantes sont les réflexions des ministres qui étaient sur la même ligne que Hollande, comme Marylise Lebranchu, Nicole Bricq et Thierry Repentin. Beaucoup de ces réflexions et de ces critiques m'ont intéressé parce qu'il faudra bien faire un jour le bilan de ce qui s'est passé. Je ne suis d'ailleurs pas persuadé que Hollande ait échoué dans ses réalisations. L'échec est ailleurs et suffisamment grave (même si les responsabilités sont largement partagées) : la gauche ne sera pas au deuxième tour de la prochaine élection présidentielle, elle est définitivement cassée en deux pour longtemps et la droite va revenir au pouvoir, peut-être même sous la houlette du catastrophique Sarkozy.

Première critique qui me paraît essentielle : on n'a pas dit, d'emblée, la vérité sur la situation du pays. « *La décision prise en juillet 2012 de ne pas nous appuyer sur le rapport extrêmement sombre publié à l'époque par la Cour des comptes continue de nous coûter très cher quatre ans après* », dit Marylise Lebranchu. Pourquoi avoir renoncé à la publication de cette « *vérité-là* » ? Personnellement, je n'ai jamais compris cette décision. Dans l'industrie quand un nouveau PDG entre en fonction, et pour peu que la situation de sa société ne soit pas brillante, il commence par faire une description pessimiste de la situation, met tout sur le dos de son prédécesseur et commence à noircir à fond les comptes de la première année (à force provisions pour risques à venir et imputables au passé) pour faire apparaître, miraculeusement, des bénéfices les années suivantes. Or dans le cas de la France, en 2012, on n'avait pas besoin de noircir le trait. « *Il ne s'agissait pas de dramatiser car la situation était en soi dramatique* », dit encore Lebranchu. « *Il suffisait de dire la vérité de façon quelque peu solennelle, à savoir que, vu l'état des comptes publics, on ne pouvait rien faire sans augmenter les impôts* ». Cela m'a toujours paru une évidence – et je me souviens de l'avoir exprimé avec conviction, ici, à tous mes amis, de droite ou de gauche – qu'il était impossible de sortir de la situation dramatique créée par la crise de 2008 sans augmenter les impôts. Et que, quel que soit le nouveau Président, de droite ou de gauche, il n'avait pas d'autre solution. « *Si on avait joué cartes sur table, les Français auraient accepté les hausses d'impôt* », dit Lebranchu. Ils auraient même accepté d'autres mesures, des mesures d'économies. Mais « *du coup, personne n'a vraiment compris pourquoi nous avons fait tel ou tel choix* », conclut-elle. C'est Hollande, dit-elle, qui a pris cette décision. Ce n'était certainement pas Ayrault. Les Premiers-Ministres préfèrent, en général, dire les vérités qui ne sont pas bonnes à dire. Ils ne sont pas rééligibles. Comme Fillon quand il a dit que la France était en faillite. Cela n'avait pas plu à Sarkozy. En tout cas c'est là la première faute de Hollande. Pourquoi a-t-il pris cette position ? Parce que c'est sa nature d'être lénifiant ? Ou parce qu'il n'avait pas conscience de la gravité de la situation, comme il l'a affirmé plus tard ? Ce serait encore plus grave. Car cela démontrerait une certaine incompétence économique. Ou (et) une certaine impréparation à gouverner.

C'est de l'impréparation, justement, que nous parlent aussi bien Dominique Bertinotti, ministre de la famille,

que Nicole Bricq, chargée de l'écologie puis du commerce extérieur. « *Ce qu'on paye aujourd'hui, c'est ni plus ni moins quinze ans d'absence de réflexion idéologique au sens noble du terme », dit la première*. « *Nous, socialistes, devons reconnaître que nous n'avons pas assez travaillé avant 2012* », dit la seconde. Mais elles parlent toutes les deux d'idéologie. On va y revenir. C'est un autre aspect du problème. Probablement le plus important. Mais parlons d'abord de l'impréparation sur le plan technique. Benoît Hamon est chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation. Sans feuille de route, sans rien (trois lignes) dans le programme électoral de Hollande, dit-il. Je le comprends, mais pense qu'il aurait pu comprendre, lui, par le titre même de son ministère, que c'était du vide et que le seul but de ce ministère c'était de lui donner un portefeuille pour le museler. Thierry Repentin avait une vraie expertise, dit-il, dans le logement, mais pour des raisons d'équilibre politique, une fois de plus, on donne le portefeuille en question à l'écologiste Cécile Duflot. Et lui hérite de la formation professionnelle. « *Un dossier d'une grande complexité* ». « *Forcément* », dit-il, « *dans ce genre de situation, même en bossant jour et nuit, il vous faut au moins deux ou trois mois pour commencer à maîtriser le sujet* ». Et puis il y a l'affaire Cahuzac, Cazeneuve le remplace à Bercy et Repentin prend le portefeuille de Cazeneuve, les Affaires européennes. « *...avec une nouvelle fois des dossiers hypertechniques à récupérer, sur les OGM, le traité de libre-échange transatlantique, etc. Une fois de plus, je suis reparti de zéro, avec des réseaux à constituer et une administration à découvrir* ». Et il découvre ce que bien d'autres hommes politiques ont découvert avant lui : c'est que c'est très vite l'administration qui prend le dessus quand elle constate que le Ministre n'y connaît rien, n'a pas d'idées et ne va pas durer. D'ailleurs pour Repentin le calvaire n'est pas terminé : finalement c'est Harlem Désir qui prend sa place. Encore une histoire de basse politique : Désir ne faisait plus le poids à la tête du Parti. Il fallait y mettre un tacticien, un homme à poigne et un homme dans la ligne, Cambadélis. Donc on « exfiltre » Harlem Désir. Exit Repentin.
Autre exemple : à Bercy c'est la cacophonie. « *A Bercy* », dit Nicole Bricq, « *tout le monde a vu qu'il y avait deux lignes politiques : Montebourg était le ministre de la démondialisation, et Moscovici et moi, nous étions les ministres de la mondialisation. Selon l'étage auquel on se trouvait, on entendait une chose et son contraire* ». Fleur Pellerin, qui est passée elle aussi à Bercy, renchérit : « *Les acteurs économiques ont besoin de clarté et de visibilité, ce qui est difficilement compatible avec le fait d'avoir à Bercy des gens qui ont une vision totalement opposée de l'économie. On ne peut pas avoir un social-libéral aux finances comme Moscovici et un colbertiste, opposé à la mondialisation, à l'économie. Les gens n'y ont rien compris. Comment voulez-vous, ensuite, que les gens nous fassent confiance ?*».
Ici je vous propose de nous arrêter un instant et de réfléchir. On a connu dans le passé, aussi bien à droite qu'à gauche, des hommes passer d'un ministère à un autre, des arrangements nécessaires pour récompenser l'un ou l'autre, pour des questions d'alliances, de combinaisons, etc. Mais en 2012 il y avait deux priorités, la dette et le chômage. Deux problèmes qui dominaient tout le reste. Et, en plus, extrêmement difficiles à solutionner en même temps. La dette rendant la relance quasiment impossible et la réduction du chômage s'avérant impossible sans relance. Il était donc totalement irresponsable de la part de Hollande, non seulement de débuter son quinquennat sans, semble-t-il, avoir compris la gravité de la situation et sans avoir établi un plan stratégique clair, mais, en plus, de ne pas disposer d'une équipe de départ homogène et soudée pour descendre dans l'arène économique.
On peut aussi se demander s'il avait bien choisi son Premier Ministre. Ayrault avait été maire d'une grande ville, il était également le chef des députés socialistes de la Chambre. Avait-il l'expérience pour diriger une équipe ministérielle ? Plusieurs anciens Ministres, rapporte le journaliste responsable de cette enquête remarquable, Thomas Wieder, « *voient le manque d'esprit collectif au sein du gouvernement comme une source essentielle des problèmes rencontrés depuis 2012* ». C'est le cas de Benoît Hamon qui parle d'absence de ciment politique, d'absence de discussions, on ne parlait que de déficits. Mais Hamon c'est la gauche de la gauche. On comprend que le déficit ce n'est pas sa passion. Mais Marylise Lebranchu dit la même chose. Du temps de Jospin on s'engueulait aussi mais au final on faisait bloc derrière le Premier Ministre, dit-elle.

Ayrault n'avait probablement pas le même prestige que Jospin. Et ne faisait pas le poids vis-à-vis de cette grande gueule de Montebourg, l'avocat. Valls, lui, nettement plus autoritaire, a réussi à faire le vide autour de lui.

Et puis il y a les critiques à propos de la communication et de l'agenda. Il faut le dire : ce gouvernement, les deux gouvernements ont été une vraie catastrophe en ce qui concerne la communication. Alors que tout le monde en convient, beaucoup de bonnes choses ont été faites. Même Hamon dit : « *on a fait des choses, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation...* ». Frédéric Cuviller, ex-ministre des transports, affirme : « *En réalité, on a fait énormément de choses, mais on a oublié de les hiérarchiser et de montrer l'impact qu'elles allaient avoir dans la vie quotidienne de nos concitoyens* ». Nicole Bricq va plus loin : « *...quand vous regardez rétrospectivement les choses, il y a une vraie cohérence dans la politique qui a été menée. Seulement il aurait fallu l'expliciter* ». Je suis 100% d'accord avec elle. Sans compter qu'aucun de tous ces anciens Ministres ne parle de certains succès comme l'action extérieure, celle au Mali, exemplaire, ni du fait que le déficit budgétaire a malgré tout été réduit, ni que les principales avancées sociales ont été maintenues (l'indemnisation du chômage entre autres). Une fois de plus, c'est Hollande qui est le grand responsable de ce défaut de communication. Homme secret, disent-ils. Personne ne sait ce qu'il pense vraiment : « *il est souvent difficile de savoir ce qu'il pense réellement... il sème volontiers le doute sur ses intentions, ce qui complique les choses* », dit François Lamy. Et Maryse Lebranchu : « *...Beaucoup comme moi, ont pendant des mois poussé le Président de la République à parler de l'Europe et du monde, afin d'expliquer nos choix, notamment en matière de politique économique, dans le contexte de la mondialisation. Il nous répondait : cela n'intéresse personne* ». Incroyable. Il aurait fallu des conversations au coin du feu, et aussi des interventions solennelles, « *un grand discours fondateur* » (Nicole Bricq), « *un vrai discours d'appel à l'effort national à la Mendès-France* » (Michèle Delaunay, ex-Ministre aux personnes âgées). Au lieu de cela des participations à des émissions pré-formatées (sur Antenne 2, par exemple), nulles ! Moi qui pensais, avant les élections, que Hollande était un excellent débatteur, j'ai beaucoup déchanté. Beaucoup de vide, de gesticulations, de langue de bois, une fois élu Président. Il faut dire que les médias n'ont pas été tendres. *Le Monde*, en particulier, a participé à un véritable Hollande-bashing que j'ai souvent trouvé extrêmement choquant.
Le choix des mots, aussi, dans la pseudo-communication gouvernementale, a été extrêmement malheureux : le CICE, Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi « *dont le nom et le fonctionnement étaient totalement incompréhensibles pour la plupart des gens* », dit Michèle Delaunay. Pour moi aussi. La politique de l'offre. « *Une telle expression ne dit rien à per*sonne », dit Lebranchu. Encore vrai !
Et puis il y a l'agenda. On se souvient de l'interminable mélodrame du mariage pour tous. Bien sûr la droite la plus extrême, la plus ringarde, n'a pas cessé d'enfourcher le cheval de la discorde, mais qu'allait-on faire dans cette galère, en début de mandat ? Et le gouvernement a été piégé parce qu'il croyait que ce n'était qu'un détail qu'il fallait régler en vitesse. « *...à l'Elysée comme à Matignon, le mariage pour tous était un simple marqueur politique, qu'il fallait le faire parce que cela montrait qu'on cochait, en quelque sorte, une case de notre programme, mais il n'y avait pas, derrière tout cela, de réflexion approfondie* », dit Dominique Bertinotti qui a mis en œuvre cette réforme auprès de Christiane Taubira. Et puis, dit-elle encore : « *Le Président de la République a pensé que sur les questions sociétales, on pouvait avancer par consensus* ». Belle erreur. Cela aussi c'est impossible en France. Il n'y a qu'à penser au problème, insoluble chez nous, du suicide assisté... Mais la pire erreur c'était de croire que cela intéressait le monde du travail en général, celui qui devrait être l'électorat naturel de la gauche.

Il faut alors en venir aux questions idéologiques, et à cette fracture de la gauche, qui, j'en suis persuadé, n'a pas été créée par ce Gouvernement mais était inhérente au Parti socialiste français. Je reviens à ce que dit Nicole Bricq : « *Regardez la déclaration de principes que le PS a publiée en 2008 : pour la première fois, il est dit très clairement que nous assumons l'économie de marché. Or, pendant la campagne présidentielle, on n'en a pas tiré toutes les conséquences ; on n'a pas intégré la réflexion de Blum sur l'articulation entre conquête et exercice du pouvoir. Si tout avait été clair au moment de l'élection, les frondeurs n'auraient pas existé, et cela nous aurait évité tout un tas de problèmes depuis quatre ans* ». Je ne connais pas la réflexion de Blum en question, mais je ne crois pas qu'il faille mentir avant et se fondre dans la réalité après. Ensuite je trouve d'abord que la déclaration de principes de 2008 arrive bien tard. Je trouve cela même complètement ridicule. Il n'y a rien entre l'économie planifiée et l'économie de marché. L'exemple de l'économie de l'Union soviétique et de bien d'autres économies planifiées (l'Algérie de Boumediene par exemple) a bien montré que la planifiée ne pouvait marcher dans un monde industriel et technologique. Donc il faut accepter l'autre, celle de l'offre et de la demande, c'est-à-dire celle du marché, et corriger ses injustices. Fallait-il attendre 2008 pour s'en rendre compte ? Ensuite je trouve Nicole Bricq bien optimiste. Si elle s'imagine que « *la gauche de la gauche* » a assimilé cela, elle se trompe lourdement (cela me rappelle Rocard qui disait : on n'arrête pas de dire que je suis la droite de la gauche, or ceux qui sont, soi-disant, la gauche de la gauche n'ont jamais rien fait, parce qu'ils se bercent d'illusions, de fadaises et n'arrivent jamais au pouvoir. Ceux qui ont fait et continuent à faire ce sont les sociaux-démocrates du Nord de l'Europe. Ils sont mes amis et mes modèles).
Il n'y a qu'à lire ces paroles consternantes d'Aurélie Filipetti : « *Le gouvernement s'est peu à peu aligné sur une ligne libérale-sécuritaire qui est aux antipodes de ce que François Hollande avait promis en 2012. Le Président qui n'aimait pas les riches, en fait, n'aime que les riches. Je suis consternée de la manière dont François Hollande et Manuel Valls se sont fondus dans les intérêts de la classe dominante* ». Et Benoît Hamon : « *...on a renoncé aux transformations essentielles qui auraient pu nous faire basculer dans un autre monde* ». Un autre monde ! Mais dans quel monde vivent-ils ces gens-là ? Le monde de Harry Potter ? Et puis toujours cette gauche angélique : Michèle Delaunay : « *...ce qui me crève le cœur, c'est de constater qu'il n'y a pas eu, ces derniers mois, un grand discours sur les réfugiés. Nous sommes de gauche, et nous n'avons même pas été capables de rappeler ce qui fait la tradition d'accueil séculaire de la France. C'est tout de même incroyable de penser que c'est une chancelière allemande élue par la droite qui a tenu ce discours* ».

Le Parti socialiste a perdu une grande partie du vote ouvrier. De toute façon 50% des ouvriers votent FN. Or le monde ouvrier n'est pas particulièrement intéressé ni par le mariage pour tous, ni par les réfugiés, ni d'ailleurs par les subtilités de la déchéance de nationalité. Ce n'est pas avec ce genre de thèmes qu'on peut le récupérer. Et, en plus, il y a des Mélenchon et des Martinez qui leur racontent des contes de fées et un Hollande qui croit pouvoir se passer d'expliquer et d'éduquer. Je suis extrêmement pessimiste en ce qui concerne l'avenir de la gauche en France. Françoise Fressoz contemple avec stupeur ce qu'elle appelle justement ***le suicide de la gauche*** (*Le Monde* du 24/06/2016). « *Au fond* », dit-elle « *ils n'étaient d'accord sur rien. Pis, ils avaient négligé de s'accorder sur quelques grands principes, ce qui explique la force du procès en trahison instruit non seulement par Jean-Luc Mélenchon mais aussi par Pierre Laurent, Cécile Duflot, Arnaud Montebourg ou encore Christian Paul à l'encontre de François Hollande. Lequel aggrave chaque jour son cas en négligeant de plaider sa cause et celle du texte qu'il a voulu dans le prolongement d'autres choix significatifs comme la restauration de la compétit*ivité ». « *Le comble* », ajoute-t-elle, « *c'est que la conjoncture s'améliore et que le bilan n'est pas nu*l... ».
Je suis pessimiste parce que la situation française est fondamentalement différente de celle de ses voisins européens. Même si tous ont les mêmes problèmes. Le choc de la mondialisation qui crée du chômage, de la précarité, de la mixité ethnique, linguistique, religieuse. Le populisme et l'extrémisme en politique. Ailleurs

aussi les partis socialistes ou sociaux-démocrates sont en recul et voient souvent se créer autour d'eux de nouveaux partis dits de « nouvelle gauche » (*die Linke* en Allemagne, *d'Lenk* au Luxembourg), des partis qui reprochent aux partis traditionnels de gauche d'avoir trop gouverné avec la droite et de s'être fait phagocyter par la droite (c'est le cas de l'Allemagne et de l'Autriche par exemple). Mais la France est différente. Complètement différente. La droite et la gauche n'ont jamais collaboré, n'y ont même jamais pensé, même sur des problèmes sociétaux (sauf en politique étrangère, et encore). Les entreprises et les syndicats sont toujours en guerre. Les syndicats sont faibles, trop faibles pour agir de manière responsable (le taux de syndicalisation, en France, est le plus faible de toute l'Europe) même s'ils conservent une certaine influence sur la classe ouvrière. La CGT hait le PS alors qu'ailleurs les syndicats sont l'ossature des partis socialistes et sociaux-démocrates. La France veut que ce soit l'Etat qui règle tout. Cela fait partie de notre culture. On n'en sortira jamais.

Au moment de conclure cette note j'apprends la mort de Michel Rocard. Une mort qui me touche beaucoup, parce que j'ai été en osmose avec lui depuis ma jeunesse, depuis la guerre d'Algérie, depuis le PSU, le PSA et France-Observateur, depuis toujours (voir au tome 4 de mon ***Voyage autour de ma Bibliothèque*** : ***Rocard, la gauche et moi***(http://www.bibliotrutt.eu/artman2/publish/tome_4/Notes_15_La_Gauche_et_moi.php)). Aujourd'hui Jacques Delors et Lionel Jospin lui rendent hommage. Delors regrette qu'il n'ait jamais été Président. Jospin estime qu'il n'importe, qu'il a marqué malgré tout le socialisme, imprimé l'idée de la réalité et de la vérité. Le journaliste-économiste Eric Le Boucher dit que ce n'est pas le fait qu'il n'ait jamais été Président qui est son échec. Son échec, bien plus douloureux, est celui de n'avoir pas réussi à transformer la gauche française. Il écrit : « *Mais il a échoué sur son ambition réelle : transformer la gauche, faire gagner la « deuxième gauche » contre la première, asseoir le mendésisme, le réalisme, l'esprit social-démocrate* ». Et encore : « *Cette défaite s'inscrit dans l'Histoire de la nation française. De « l'Etat, c'est moi » au dur jacobinisme écrasant le tendre girondisme, jusqu'au « gaullo-communisme » de 1945 qui représente, lisez Pierre Nora, la « quintessence » de l'identité nationale, la ligne Rocard n'a jamais pu s'imposer. Lui-même perdra à plate couture devant François Mitterrand, dans la pré-campagne de 1981, alors qu'il a le vent idéologique de mai 1968 qui le porte, que la CFDT l'appuie, que François Mitterrand apparaît comme un rescapé de la Ve République. C'est François Mitterrand qui gagne en promettant le Programme commun, axe rouillé, mais encore clinquant, de la première gauche, qu'il abandonnera deux ans plus tard. La deuxième gauche reste en rade, moins habile, trop honnête avec son discours « de vérité » et trop réaliste pour faire rêver une nation qui se complaît dans la « politique » et déteste l'économie* ». Et puis Eric Le Boucher revient à la situation actuelle, à Hollande : « *Et puis François Hollande le rocardien se heurte lui aussi à l'ADN du pays, à une CGT toute hérissée contre la social-démocratie et la négociation sociale « en bas », au niveau des entreprises. L'heure aurait pu en 2012 être celle du grand basculement idéologique, enfin ! La deuxième gauche aurait pu l'emporter enfin ! Mais c'est l'échec à nouveau. Le rendez-vous est manqué. Aux historiens revient la tâche de distinguer ce qui relève de cette impossibilité génétique de la gauche française à abandonner ses rêves révolutionnaires et ce qui tient aux erreurs personnelles de François Hollande* ».

Je n'ai pas grand-chose à ajouter. Je trouve cette expression, l'ADN de notre pays, très frappante. Notre ADN, notre malheur.

© Copyright Jean-Claude Trutt : Bloc-notes (jean-claude-trutt.com)